

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2251

1^{er} décembre 2006

SOMMAIRE

A + Architecture Marc Ries, S.à r.l., Diekirch	108010	Gagfah S.A., Luxembourg.	108012
Actiana, S.à r.l., Luxembourg	108020	GK & Partners, S.à r.l., Godbrange	108002
Angelberg, S.à r.l., Luxembourg.	108020	Intervallum Engineering, S.à r.l., Luxembourg.	108027
Avantix, S.à r.l., Luxembourg	108020	Inverto Digital Labs, S.à r.l., Betzdorf.	108002
Brondi Finanziaria S.A., Luxembourg	108047	Knopes Cafés S.A., Steinfort	108005
Brondi Finanziaria S.A., Luxembourg	108001	Landmark Citygreen Investments, S.à r.l., Luxem- bourg	108029
C.T.P., S.à r.l., Esch-sur-Alzette	108029	LBREM Luxco, S.à r.l., Senningerberg.	108047
Caffé Valentino Centro Europa, S.à r.l., Weiler- la-Tour	108048	Luxfingest S.A., Luxembourg.	108028
Crew2k, A.s.b.l., Diekirch	108006	MCT Berlin Vier S.A., Luxembourg	108013
Eifelfort, S.à r.l., Luxembourg.	108027	Mimosa Invest S.A.	108002
Elster Holdings S.A., Luxembourg	108028	Parc du Soleil, S.à r.l., Luxembourg.	108011
Erasmus Properties & Consulting, S.à r.l., Luxem- bourg.	108006	Recupero e Sviluppo Immobiliare, S.à r.l., Luxem- bourg	108012
Espace Zen S.A., Bigonville.	108003	Reggio International S.A., Luxembourg	108012
Europ General Services S.A.H.	108039	Safeside, S.à r.l., Luxembourg	108002
Europarc Dreilinden J7 S.A., Luxembourg	108032	Sireo Immobilienfonds No. 5 Heureka II, S.à r.l., Luxembourg	108021
Europarc Kerpen B1-B2 S.A., Luxembourg.	108040	Spencer Davis S.A., Luxembourg	108039
Europrovincial Properties, S.à r.l., Luxembourg.	108030	Tayabol Holding S.A., Luxembourg.	108021
Europrovincial Properties, S.à r.l., Luxembourg.	108031	UBS (Lux) Equity Sicav, Luxembourg.	108048
F.L.C.B. Affrètement S.A., Doncols	108019	West-Ost Holding Co S.A., Luxembourg	108019
F.L.C.B. Affrètement S.A., Doncols	108019	West-Ost Holding Co S.A., Luxembourg	108030
Falcon Group, S.à r.l., Luxembourg	108010		
Fire and Ice Investments Group S.A., Luxembourg	108011		
Foxtron, S.à r.l., Luxembourg.	108028		

BRONDI FINANZIARIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 49.927.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2006, réf. LSO-BV03108, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2006.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(113378.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

INVERTO DIGITAL LABS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6832 Betzdorf, 11, rue Pierre Werner.

R. C. Luxembourg B 95.072.

Constituée par-devant M^e Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 6 août 2003, acte publié au Mémorial C n° 918 du 8 septembre 2003, modifiée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 26 mars 2004, acte publié au Mémorial C n° 554 du 28 mai 2004.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2006, réf. LSO-BV03537, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2006.

Pour *INVERTO DIGITAL LABS, S.à r.l.*

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(112362.3//16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2006.

MIMOSA INVEST S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 109.067.

Nous vous prions de noter notre décision de résilier le contrat de domiciliation de la société ci-dessus référencée avec effet 1^{er} septembre 2006.

La société MIMOSA INVEST S.A. ne sera donc plus domiciliée au 61, avenue de la Gare L-1611 Luxembourg au 1^{er} septembre 2006.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV03916. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(112611.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 octobre 2006.

GK & PARTNERS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6170 Godbrange, 6A, rue Semecht.

R. C. Luxembourg B 77.441.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2006, réf. LSO-BV03561, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2006.

G. Kerger

Le Gérant

(113323.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

SAFESIDE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 90.822.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Franciscus Johannes Maria Jansen, né le 22 octobre 1959 à Huissen, Pays-Bas, demeurant Klinkerstraat 22, NL-5361 CW Grave, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;

2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 septembre 2006.

SAFESIDE, S.à r.l.

F.J.M. Jansen

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02719. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113324.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

ESPACE ZEN S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-8812 Bigonville, 12, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 120.549.

STATUTS

L'an deux mille six, le vingt-huit septembre.

Par-devant Maître Martine Decker, notaire de résidence à Hesperange.

Ont comparu:

1.- Madame Katty Dormal, employée, demeurant à B-6666 Wibrin (Belgique), 20, Petite Mormont.

2.- Madame Yvonne Blockhuys, employée, demeurant à L-8812 Bigonville, 12, rue des Romains.

Toutes les deux représentées par Monsieur Philippe Hoge, comptable, demeurant à B-4347 Fexe Le Haut Clocher (Belgique), 408, Chaussée Verte, agissant en vertu de deux procurations sous seing privé à Wibrin (Belgique) et Bigonville du 28 septembre 2006, laquelle après avoir été signée ne varietur par le comparant présent et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lesquelles comparantes, telles que représentées, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer entre elles, et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de ESPACE ZEN S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Bigonville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans toutefois que cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objets:

- l'acquisition, la vente, la gestion, la location, la mise en valeur par rénovation ou construction d'un patrimoine mobilier et immobilier propre,

- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles dont la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses propres actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et révocables.

Toutefois lorsque la société ne comportera qu'un «associé unique», ou lorsque les actions auront été réunies en une seule main et que ce fait aura été constaté lors d'une assemblée générale, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un «associé».

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président; en cas d'empêchement du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par les membres présents. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par deux administrateurs ou par l'administrateur unique selon les cas.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la société.

Art. 10. Vis-à-vis des tiers, la société est valablement engagée comme suit:

- En cas de pluralité d'administrateurs, par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion.

- En cas d'administrateur unique par sa signature, ou par la co-signature de l'administrateur et du délégué à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion, s'il en est.

Dans tous les cas, la signature d'un administrateur sera suffisante pour représenter la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre et la durée de leur mandat qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles et révocables.

Assemblée générale

Art. 12. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Lorsque et aussi longtemps que la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Ses décisions font pareillement l'objet d'un procès-verbal.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième lundi du mois de mai à 14.00 heures, au siège social ou en tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales; de telles assemblées doivent être convoquées de façon qu'elles soient tenues dans le délai d'un mois si les actionnaires représentant au moins un dixième du capital social les en requièrent.

Art. 14. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, télégramme, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication informatique, un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou par l'administrateur unique selon les cas.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration dresse un inventaire, établit les comptes annuels conformément aux dispositions légales. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les opérations de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale qui décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence aujourd'hui même et finit le 31 décembre 2007.
La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2008.

Souscription et Libération

Les comparantes préqualifiées, telles que représentées, déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Madame Katty Dormal, préqualifiée, seize actions	16
2) Madame Yvonne Blockhuys, préqualifiée, quinze actions	15
Total des actions: trente et une actions	31

Toutes les actions ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.500,- EUR.

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, telles que représentées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Madame Katty Dormal, prénommée,
 - b) Madame Yvonne Blockhuys, prénommée,
 - c) Monsieur Philippe Hoge, comptable, demeurant à B-4347 Fexe Le Haut Clocher (Belgique), 408, Chaussée Verte.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, la société COMPTAPHI S.A., avec siège social à L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers, R.C.S. Luxembourg B 115.282.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2012.
- 5) L'adresse du siège social est fixée à L-8812 Bigonville, 12, rue des Romains.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation au mandataire des comparantes, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Hoge, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2006, vol. 155S, fol. 66, case 2. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

Pour copie conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 20 octobre 2006.

M. Decker.

(113964.4/241/168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 23 octobre 2006.

KNOPES CAFES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8411 Steinfort, 12, rue des Carrières.

R. C. Luxembourg B 59.913.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2006, réf. LSO-BV03745, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2006.

Pour VO CONSULTING LUX S.A.

Signature

(113333.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

ERASMUS PROPERTIES & CONSULTING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 67.367.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Hendrikus Jacobus Erik van de Haterd, né le 30 mars 1955 à Haarlem, Pays-Bas, demeurant Zeezicht 306, NL-1111 TS Diemen, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;

2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 septembre 2006.

ERASMUS PROPERTIES & CONSULTING, S.à r.l.

H.J.E. van de Haterd

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02713. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113325.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Crew2k, A.s.b.l., Vereinigung ohne Gewinnzweck.

Gesellschaftssitz: L-9237 Diekirch, 5, place Guillaume.

H. R. Luxemburg F 6.084.

STATUTEN

§1) Name, Sitz und Geschäftsjahr

- (1) Der Name des Vereins lautet Crew2k, Association sans but lucratif.
- (2) Der Sitz des Vereins ist Kluuster-Stuff, 5, place Guillaume, L-9237 Diekirch.
- (3) Das Geschäftsjahr des Vereins ist das Kalenderjahr.

§2) Haftung des Vereins

- (1) Die Haftung des Vereins ist auf das Vereinsvermögen beschränkt.

§3) Zweck des Vereins

(1) Der Verein unterstützt das Zusammenfinden und die Kommunikation von Netzwerk- und Onlinespielern. Er verfolgt keine politischen oder religiösen Interessen.

(2) Aktivitäten des Vereins:

- a. Organisation von LAN-Partys und anderen Treffen für Mitglieder sowie Nicht-Mitglieder,
- b. Vereinsreisen zu LAN-Partys, Computer- und Elektronikmessen und anderen Treffen im In- und Ausland,
- c. Herausgabe einer Newsletter via E-Mail,
- d. Gelegentliche Vereinsdinner zu Lasten der beteiligten Mitglieder,
- e. Herausgabe einer Vereinszeitung, an deren Zusammenstellung sich die Vereinsmitglieder beteiligen können,
- f. Herausgabe von Produktproben rund um das Thema LAN-Party,
- g. Erstellen und Leiten von luxemburgischen Spielerligen.

§4) Mittel des Vereins

(1) Mittel des Vereins dürfen nur für satzungsgemäße Zwecke verwendet werden. Die Mitglieder erhalten keine Zuwendungen aus Mitteln des Vereins. Niemand darf durch Ausgaben, die dem Zweck des Vereins nicht entsprechen, oder durch unverhältnismäßig hohe Vergütungen, begünstigt werden. Tätigkeiten für den Verein werden ehrenamtlich erbracht. Erstattungsfähig sind nur nachgewiesene notwendige Ausgaben. Die Rückerstattung muß innerhalb eines Monats beim Kassenwart beantragt werden; Ausschlaggebend ist das Datum des Kassenbons.

(2) Die Mittel zur Erfüllung seiner Aufgaben erhält der Verein hauptsächlich durch:

- a. Mitgliedsbeiträge,
- b. Veranstaltungen des Vereins,
- c. Geld- und Sachspenden von Sponsoren,
- d. Gewinne durch Verkauf und/oder Verleih von vereinseigenen Produkten/Material und durch Bereitstellung von verschiedenen Internetdiensten,
- e. Verkauf von Club Fanartikeln zur Unterstützung des Vereines,
- f. Eventuelle Zuschüsse der öffentlichen Hand.

(3) Die Mittel des Vereins werden vom Kassenwart verwaltet. Dieser muß alle Ein- und Ausgaben im Kassenbuch vermerken.

(4) Ausgaben können nur auf Beschluß des Vorstands getätigt werden.

(5) Vereinsmittel sind nur durch Unterschrift des Kassenwartes sowie des Präsidenten oder Vize-Präsidenten zugänglich.

§5) Mitgliedschaft

- (1) Wer Mitglied des Vereins zu werden wünscht, muß die Aufnahme schriftlich beim Vereinsvorstand beantragen. Das Mindestalter zur Vereinsaufnahme beträgt 14 Jahre, der Besuch einer LAN-Party ist ab 16 erlaubt, soweit nicht anders angegeben. Über den schriftlichen Aufnahmeantrag entscheidet der Vorstand.
- (2) Die Mitgliedsbeiträge werden jedes Jahr aus Neue vom Vorstand festgelegt.
- (3) Die angegebenen Daten werden vertraulich behandelt und nicht an Dritte weitergegeben.
- (4) Die Mitgliedschaft wird mit der Überweisung des Mitgliedsbeitrages bestätigt.
- (5) Ein Wiedereintritt ohne schriftlichen Aufnahmeantrag erfolgt in der Regel durch die nachträgliche Überweisung des Mitgliedsbeitrags für das laufende Kalenderjahr. Hierüber entscheidet der Vorstand.
- (6) Die Mitgliedschaft endet:
 - a. bei Nichtentrichtung des Mitgliedsbeitrags automatisch, sobald das Mitglied 50 Tage im Rückstand ist,
 - b. durch Ausschluss - dieser kann erfolgen, wenn ein Mitglied den Interessen des Vereins vorsätzlich oder wiederholt schadet. Über den Ausschluss entscheidet der Vorstand nach Anhörung des betroffenen Mitglieds. Gegen diesen Vorstandsbeschuß, der schriftlich zu begründen ist, steht dem Mitglied der Widerspruch zu, der binnen eines Monats gegenüber dem Vereinsvorstand zu erheben ist. Dieser Widerspruch kann den Antrag auf eine Anhörung vor der Mitgliederversammlung beinhalten.
- (7) Bei vorsätzlichem Schaden haftet derjenige Teilnehmer, der den Schaden verursacht hat, falls der entstandene Schaden nicht von der Versicherung gedeckt wird.
- (8) Bei absichtlich entstandenem Schaden kann durch Entschluß des Vorstandes dem Verursacher ein gerichtliches Verfahren auferlegt werden.

§6) Organe

- (1) Organe des Vereins sind:
 - a. der Vorstand,
 - b. die Mitgliederversammlung.

§7) Der Vorstand

- (1) Der Vorstand setzt sich zusammen aus dem Präsidenten, dem Vize-Präsidenten, dem Kassenwart, dem Sekretären und den anderen Vorstandsmitgliedern.
- (2) Der Vorstand besteht aus mindestens vier und höchstens zehn Mitgliedern, die für die Dauer von vier Jahren gewählt werden. Er bleibt jedoch so lange im Amt bis ein neuer Vorstand ordnungsgemäß gewählt ist.
- (3) Der Vorstand organisiert die Aktivitäten des Vereins, verwaltet das Vereinsvermögen und sorgt für die Ausführung der Beschlüsse der Mitgliederversammlung. Der Vorstand organisiert die Erstellung der verschiedenen Publikationen.
- (4) Die Vorstandssitzungen finden einmal pro Monat statt. Diese werden, falls nicht in der vorangegangenen Vorstandssitzung festgelegt, im Zusammenhang mit den Tagesordnungspunkten vom Präsidenten festgelegt, der den Sekretären damit befasst, die anderen Vorstandsmitglieder mindestens eine Woche vor der Versammlung zu informieren.
- (5) Der Präsident repräsentiert den Verein, in dessen Abwesenheit übernimmt der Vizepräsident die Vertretung des Vereines. Durch die Zustimmung des Präsidenten ist der Sekretär berechtigt den Verein zu vertreten.
- (6) Ein Vorstandsmitglied kann aus dem Vorstand ausgeschlossen werden, wenn es bei 3 nacheinander folgenden Vorstandssitzungen unentschuldigt gefehlt hat. Ebenso kann ein Vorstandsmitglied ausgeschlossen werden, wenn es dem Ruf oder den Interessen des Vereins vorsätzlich oder wiederholt schadet.
- (7) Wenn ein Vorstandsmitglied aus dem Vorstand austritt, kann der restliche Vorstand, durch einstimmige Wahl ein neues Vorstandsmitglied bestimmen, welches dann bis zur nächsten offiziellen Mitgliederversammlung vollwertiges Mitglied des Vorstandes ist. Die Mitgliederversammlung entscheidet über die endgültige Vorstandsmitgliedschaft.
- (8) Um als Vorstandsmitglied ernannt zu werden, muß man aus organisatorischen Gründen über einen Internetzugang und E-Mail verfügen.

§8) Beschlussfassung des Vorstands

- (1) Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen gefaßt.
- (2) Stimmberechtigt sind alle anwesenden Mitglieder.
- (3) Auf Antrag eines Mitglieds erfolgt eine geheime Abstimmung, ansonsten wird mit Handzeichen abgestimmt.
- (4) Ein nicht anwesendes Mitglied kann auf Antrag auch schriftlich abstimmen. Die Stimme muß zum Zeitpunkt der Abstimmung beim Präsidenten vorliegen.
- (5) Vorstandsbeschlüsse werden schriftlich gefaßt und an die Mitglieder weitergeleitet.

§9) Vorstandswahlen

- (1) Alle Mitglieder des aktuellen Vorstandes sind wiederwählbar.
- (2) Dem Vorstand können nur Mitglieder beitreten, die schon seit mindestens sechs Monaten aktiv im Verein tätig sind. Ebenfalls müssen die Mitglieder, die sich zur Wahl stellen ihr achtzehntes Lebensjahr erreicht haben.
- (3) Jedes Vereinsmitglied, das den oben genannten Bedingungen entspricht, kann für die Vorstandswahlen kandidieren. Die Kandidatur muß spätestens 2 Wochen vor der Wahl beim Präsidenten eingereicht werden.
- (4) Der Präsident stellt die endgültigen Stimmzettel auf.
- (5) Für die Wahl bestellt der bisherige Vorstand einen Wahlleiter, der nicht Kandidat bei den aktuellen Vorstandswahlen sein darf.
- (6) Jeder Wähler vergibt höchstens so viele Stimmen, wie Vorstandsmitglieder zu wählen sind.
- (7) Jeder Wähler kann jedem Kandidaten zwei Stimmen geben (ohne das Limit zu überschreiten).
- (8) Sind zu viele Stimmen vergeben, ist der Stimmzettel ungültig.
- (9) Gewählt sind die Kandidaten mit den meisten Stimmen (einfache Mehrheit).
- (10) Bei Gleichstand zweier oder mehrerer Kandidaten erfolgt eine Stichwahl.

§10) Die Mitgliederversammlung

- (1) Die Mitgliederversammlung besteht aus den erschienenen stimmberechtigten Mitgliedern des Vereins.
- (2) Die Mitgliederversammlung tritt jedes Jahr innerhalb der ersten drei Monate zusammen. Darüber hinaus ist sie auf Antrag eines Viertels der Mitglieder oder auf Vorstandsbeschluss innerhalb von drei Monaten einzuberufen.
- (3) Die Versammlung wird unter der Bekanntgabe der vorläufigen Tagesordnung mindestens 15 Tage vor der Einladung angekündigt. Das gibt jedem Mitglied die Gelegenheit, ergänzende Tagesordnungspunkte schriftlich einzubringen.
- (4) Der Sekretär lädt alle Mitglieder über den Vereinsbrief unter Bekanntgabe der endgültigen Tagesordnung mindestens 15 Tage vorher schriftlich ein. Während der Versammlung sind Änderungen der Tagesordnung zulässig.
- (5) Die Mitgliederversammlung ist beschlussfähig, wenn ordnungsgemäß eingeladen wurde.

§11) Aufgaben der Mitgliederversammlung

- (1) Die Mitgliederversammlung wählt den Vorstand des Vereins.
- (2) Der Mitgliederversammlung obliegt die Beschlussfassung über:
 - a. die Entlastung des Vorstandes,
 - b. Sie nimmt den Jahres- sowie den Kassenbericht entgegen,
 - c. Sie stimmt über die anstehenden Tagesordnungspunkte ab.
- (3) Die Mitgliederversammlung wählt 2 Kassenrevisoren für ein Jahr.

§12) Beschlussfassung der Mitgliederversammlung

- (1) Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst.
- (2) Stimmberechtigt sind alle anwesenden Mitglieder.
- (3) Auf Antrag eines Mitglieds erfolgt eine geheime Abstimmung, ansonsten wird mit Handzeichen abgestimmt.
- (4) Ein nicht anwesendes Mitglied kann auf Antrag auch schriftlich abstimmen. Die Stimme muß zum Zeitpunkt der Abstimmung beim Wahlleiter vorliegen.
- (5) Vorstandsbeschlüsse werden schriftlich gefaßt und an die Mitglieder weitergeleitet.

§13) Änderung der Satzung

- (1) Die Satzung kann durch Beschluss der Mitgliederversammlung geändert werden. Bei der Einladung ist die vorgeschlagene Änderung im Wortlaut anzugeben.
- (2) Ein Beschluss bedarf der Zustimmung von drei Viertel der anwesenden stimmberechtigten Mitglieder.

§14) Auflösung des Vereins

- (1) Die Vereinsauflösung erfolgt durch Beschluss der Mitgliederversammlung mit der Mehrheit von drei Viertel der anwesenden stimmberechtigten Mitglieder oder wenn sich für die Wahl des Vorstandes zu wenige Personen finden.
- (2) Die Einladung zu dieser Mitgliederversammlung muß mindestens einen Monat vorher schriftlich mit dem Antrag auf die Vereinsauflösung erfolgen. Weitere Punkte dürfen auf dieser Mitgliederversammlung nicht beschlossen werden.
- (3) Bei der Auflösung des Vereins wird von den aktuellen Vorsitzenden bestimmt was mit dem Material des Vereins geschieht. Die Gemeinde Diekirch bewahrt das Vermögen während 10 Jahren auf. Sollte in dieser Zeit ein neuer Verein mit gleichem Namen und gleicher Zielsetzung gegründet werden, übernimmt dieser das hinterlassene Vermögen. Ist dies nicht der Fall, wird das restliche Vermögen für einen wohltätigen Zweck gespendet.

§15) Gründungsmitglieder

- Vorname/Name: Laurent Mander
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 1C, route de Vianden, L-3456 Hoesdorf
- Vorname/Name: Olivier Huberty
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 32, rue Abbé Joseph Flies, L-9061 Ettelbruck
- Vorname/Name: Robert Hudeck
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 59D, route de Bastogne, L-9176 Niederfeulen
- Vorname/Name: Yves Schmit
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 16, Halsbach, L-7662 Medernach
- Vorname/Name: Kevin Otten
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 7, rue du Faubourg, L-7720 Colmar-Berg
- Vorname/Name: Dany Haas
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: Maison 86, L-9742 Boxhorn

Vorname/Name: Chris Biersbach
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 6, op der Virstad, L-9653 Goesdorf

Vorname/Name: Max Wolter
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 30, rue du Herrenberg, L-9210 Diekirch

Vorname/Name: Ben Schosseler
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 16, rue de la Piscine, L-8508 Redange/Attert

Vorname/Name: Rick Hammond
Beruf: Ouvrier
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 52, rue Belle-Vue, L-9176 Niederfeulen

Alles, was nicht vom Gesetz oder dieser Satzung vorgeschrieben wird, ist der Kompetenz des Vorstandes überlassen.

Vorstands- und Gründungsmitglieder

Position: Präsident
Vorname/Name: Laurent Mander
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 1C, route de Vianden, L-3456 Hoesdorf
Tel: (+352) 621 50 56 75
Email: edv@epnd.lu
Unterschrift

Position: Vize-Präsident
Vorname/Name: Olivier Huberty
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 32, rue Abbé Joseph Flies, L-9061 Ettelbruck
Tel: (+352) 691 48 70 18
Email: ohuberty@gmail.com
Unterschrift

Position: Sekretär
Vorname/Name: Robert Hudeck
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 59D, route de Bastogne, L-9176 Niederfeulen
Tel: (+352) 691 63 77 99
Email: cnhitchen@yahoo.de
Unterschrift

Position: Kassenwart
Vorname/Name: Yves Schmit
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 16, Halsbach, L-7662 Medernach
Tel: (+352) 691 61 62 88
Email: schmityves@hotmail.com
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Kevin Otten
Beruf: Employé privé / Informaticien
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 7, rue du Faubourg, L-7720 Colmar-Berg
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Dany Haas
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: Maison 86, L-9742 Boxhorn
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Chris Biersbach
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 6, op der Virstad, L-9653 Goesdorf
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Max Wolter
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 30, rue du Herrenberg, L-9210 Diekirch
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Ben Schosseler
Beruf: Etudiant
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 16, rue de la Piscine, L-8508 Redange/Attert
Unterschrift

Position: Mitglied
Vorname/Name: Rick Hammond
Beruf: Ouvrier
Nationalität: Luxembourgeoise
Adresse: 52, rue Belle-Vue, L-9176 Niederfeulen
Unterschrift

Diekirch, den 12. Oktober 2006.

Enregistré à Diekirch, le 18 octobre 2006, réf. DSO-BV00133. – Reçu 474 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(113910.3//259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 23 octobre 2006.

**A + ARCHITECTURE MARC RIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. A + ARCHITECTURE, S.à r.l.).**

Siège social: L-9232 Diekirch, 48, Am Floss.

R. C. Luxembourg B 103.069.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 octobre 2006.

P. Bettingen.

(113347.3/202/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

FALCON GROUP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 90.553.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Gerardus Johannes Ludovicus Veera, né le 12 février 1976 à Valkenswaard, Pays-Bas, demeurant Bosbeslaan 6, NL-5552 ES Valkenswaard, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant TVL MANAGEMENT S.A.;

2 - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Le 26 septembre 2006.

FALCON GROUP, S.à r.l.

G.J.L. Veera

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02711. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113327.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

PARC DU SOLEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R. C. Luxembourg B 101.961.

A la suite de la cession de parts sociales intervenue par acte sous seing privé et signé entre parties le 12 octobre 2006, la répartition des parts sociales est désormais la suivante:

- VISHOUSE LTD, établie en République des Seychelles, Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe.	320 parts
Total: trois cent vingt parts sociales	320 parts

Ces parts ont été entièrement libérées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 octobre 2006.

FIDUCIAIRE MEVEA, S.à r.l.

Le Domiciliataire

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV04131. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113326.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

PARC DU SOLEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 320.000,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R. C. Luxembourg B 101.961.

Extrait des décisions de l'associé unique en date du 11 octobre 2006

Il résulte des décisions de l'Associé Unique de la société PARC DU SOLEIL, S.à r.l. du 11 octobre 2006 que:

1) L'Associé unique prend acte de la démission du Gérant actuel, M. Ramocci Claudio, Via Tangenziale, 3, I-00041 Albanolaziale;

2) L'Associé unique décide de nommer deux nouveaux Gérants:

- Monsieur Rémy Meneguz, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes;

- Monsieur Giovanni Vittore, Administrateur de Sociétés, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.

Les Gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement sous leur signature individuelle.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV04135. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113328.3//23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

FIRE AND ICE INVESTMENTS GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 71.235.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé administrateur et administrateur-délégué Monsieur Pieter Eduard de Graaf, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant Kosmos 64, NL-3225 VC Hellevoetshuis, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;

2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Le 26 septembre 2006.

FIRE AND ICE INVESTMENTS GROUP S.A.

P.E. de Graaf

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02705. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113330.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

RECUPERO E SVILUPPO IMMOBILIARE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 120.000,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R. C. Luxembourg B 101.950.

Extrait des décisions de l'associé unique en date du 11 octobre 2006

Il résulte des décisions de l'Associé Unique de la société RECUPERO E SVILUPPO IMMOBILIARE, S.à r.l. du 11 octobre 2006 que:

1) L'Associé unique prend acte de la démission du Gérant actuel, M. Ramocci Claudio, Via Tangenziale, 3, I-00041 Albano Laziale;

2) L'Associé unique décide de nommer deux nouveaux Gérants:

- Monsieur Rémy Meneguz, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes;

- Monsieur Giovanni Vittore, Administrateur de Sociétés, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.

Les Gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement sous leur signature individuelle.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV04140. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113346.3//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

REGGIO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.

R. C. Luxembourg B 77.769.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue en date du 2 mai 2006

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant échus, l'Assemblée nomme les Administrateurs et Commissaire sortants, à savoir:

Administrateurs:

- M. Rémy Meneguz, Expert-Comptable, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes, Président du Conseil d'Administration;

- M. Giovanni Vittore, Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes, Administrateur;

- M. Frédéric Noel, Avocat, demeurant professionnellement à L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare, Administrateur;

Commissaire:

- FIDUCIAIRE MEVEA, S.à r.l., établie à L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes, pour une période de trois ans.

Leur mandat s'achèvera lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2006.

REGGIO INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2006, réf. LSO-BV04145. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113350.3//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

**GAGFAH S.A., Société Anonyme,
(anc. NLG ACQUISITION INVESTMENTS SCA).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 109.526.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 44324 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

J. Elvinger

Notaire

(113509.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

MCT BERLIN VIER S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R. C. Luxembourg B 120.529.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-seventh day of September.
Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch (Luxembourg).

There appeared:

- 1.- MCT BERLIN RESIDENTIAL S.C.A., having its registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 109.741, duly represented by Mr Marcus Peter, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on September 26th, 2006; and
- 2.- MCT LUXEMBOURG MANAGEMENT, S.à r.l., having its registered office at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 109.740, duly represented by Mr Marcus Peter, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on September 26th, 2006.

Which proxies shall be signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties, represented as said above, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which they form between themselves:

Title I.- Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established a «société anonyme» under the name of MCT BERLIN VIER S.A.

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the corporation. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The corporation shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of real estate, stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The corporation may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries, affiliated or group companies. The corporation may also establish branches in Luxembourg and abroad. The corporation may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Title II.- Capital, Shares

Art. 5. The Company has an issued capital of eight hundred thousand Euro (EUR 800,000.-) divided into twenty-five thousand (25,000) shares of thirty-two Euro (EUR 32.-) each.

The total share premium of the Company amounts to seven million two hundred thousand Euro (EUR 7,200,000.-).

The board of directors may create such capital reserves from time to time as it may determine is proper (in addition to those which are required by law) and shall create a paid in surplus from funds received by the company as issue premiums on the issue and sale of its shares, which reserves or paid in surplus may be used by the board of directors to provide for setting off any realized or unrealized capital losses or for the payment of any dividend or other distribution.

The shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing single shares or certificates representing two or more shares.

The shares may be in registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Authorised capital

The corporation shall have an authorised share capital of up to seventy million Euro (EUR 70,000,000.-) divided into two million one hundred eighty-seven thousand five hundred (2,187,500) shares having a par value of thirty-two Euro (EUR 32.-) each.

The board of directors is authorised and appointed:

- to increase from time to time the subscribed capital within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issue of new shares with or without issue premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares;

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of new shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorised capital which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

Title III.- Management

Art. 6. The corporation is managed by a board of directors comprising at least three (3) members, whether shareholders or not. Members are appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders which may at any time remove them.

The number of directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of the shareholders.

The office of a director shall be vacated if:

- he resigns his office by notice to the corporation, or
- he ceases by virtue of any provision of the law or he becomes prohibited or disqualified by law from being a director,
- he becomes bankrupt or makes any arrangement or composition with his creditors generally, or
- he is removed from office by resolution of the shareholders.

Insofar as the law allows, every present or former director of the corporation shall be indemnified out of the assets of the corporation against any loss or liability incurred by him by reason of being or having been a director.

Art. 7. The board of directors may elect from among its members a chairman.

The board of directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request.

All meetings of the board of directors shall be held in Luxembourg.

The board of directors shall validly resolve on any matters if a majority of its members are present or represented.

In the event of an emergency, resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or similar communication.

In addition and in case of emergency only, any member of the board of directors who participates in the proceedings of a meeting of the board of directors by means of a communication device (including a telephone), which allows all the other members of the board of directors present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the corporation.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends in compliance with the relevant legal requirements.

Art. 9. The corporation will be bound in any circumstances by the joint signatures of any two directors, unless special decisions have been reached concerning the authorised signature in case of delegation of powers or proxies given by the board of directors pursuant to article 10 of the present articles of association.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the corporation to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of all the affairs of the corporation or of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, whether shareholders or not.

Art. 11. Any litigation involving the corporation either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the corporation by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV.- Supervision

Art. 12. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V.- General meeting

Art. 13. The annual meeting will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the third Wednesday of March of each year at 2 p.m. and for the first time in 2008.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

All other general meetings of shareholders shall also be held in Luxembourg.

Title VI.- Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of October and shall terminate on the 30th of September of each year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 30th of September 2007.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below 10% of the capital of the corporation.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII.- Dissolution, Liquidation

Art. 16. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. If the corporation is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII.- General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies and the amendments thereto.

Subscription

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

1. MCT BERLIN RESIDENTIAL S.C.A., twenty-four thousand nine hundred ninety-nine shares	24,999
2. MCT LUXEMBOURG MANAGEMENT, S.à r.l., one share	1
Total: twenty-five thousand shares	25,000

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of eight hundred thousand Euro (EUR 800,000.-) together with the amount for the share premium of seven million two hundred thousand Euro (EUR 7,200,000.-), in total an amount of eight million Euro (EUR 8,000,000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Estimation - Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately eighty-six thousand Euro.

Extraordinary general meeting

The above named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The registered office of the Company is fixed at 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg.
- 2) Have been appointed directors of the Company:
 - a) Mrs Mireille Gehlen, born in Luxembourg, on August 18th, 1958, professionally resident at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, and
 - b) Mr Thierry Jacob, born in Thionville (France), on July 7th, 1967, professionally resident at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, and
 - c) Mr René Schmitter, born in Luxembourg, on January 23rd, 1926, professionally resident at 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.
- 3) Has been appointed statutory auditor:
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.
- 4) The directors' and auditor's terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2012, unless they previously resign or are revoked.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendundsechs, am siebenundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Mersch (Luxemburg).

Sind erschienen:

1) MCT BERLIN RESIDENTIAL S.C.A., mit Sitz in 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Sektion B Nummer B 109.741, hier wirksam vertreten durch Herrn Marcus Peter, Rechtsanwalt, mit Wohnsitz in Luxemburg, aufgrund einer am 26. September 2006 erteilten Vollmacht; und

2) MCT LUXEMBOURG MANAGEMENT, S.à r.l., mit Sitz in 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Sektion B Nummer B 109.740, hier wirksam vertreten durch Herrn Marcus Peter, Rechtsanwalt, mit Wohnsitz in Luxemburg, aufgrund einer am 26. September 2006 erteilten Vollmacht.

Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten, welche von den anwesenden Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, bleiben der Urkunde beigeheftet, um zusammen mit dieser registriert zu werden.

Die erscheinenden Parteien, vertreten wie oben erwähnt, haben den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), welche die Parteien zusammen gründen, wie folgt zu beurkunden:

Titel I.- Name, Sitz, Zweck, Dauer der Gesellschaft

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft und führt die Bezeichnung MCT BERLIN VIER S.A.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg.

Sofern außergewöhnliche Ereignisse, insbesondere politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur einzutreten drohen oder eingetreten sind, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Verbindung zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, kann die Gesellschaft ihren Sitz nach Maßgabe der in Luxemburg geltenden Rechtsvorschriften vorübergehend bis zum Ende dieser Ereignisse in einen anderen Staat verlegen.

Eine solche Sitzverlegung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Erklärung der Sitzverlegung soll Dritten gegenüber durch jenes Organ der Gesellschaft bekannt gemacht werden welches angesichts der herrschenden Umstände am besten dazu in der Lage ist.

Art. 3. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Anteilen, in jeder bestehenden Form, an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung, oder auf andere Art, der Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf andere Art, von Grundeigentum, Aktien, Schuldverschreibungen, Pfandbriefen, Schuldscheinen oder anderen Wertpapieren jeglicher Art, und der Besitz, die Verwaltung, die Entwicklung sowie das Management ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und der Fortführung jeglicher Finanz-, Industrie- oder Handelsunternehmen teilnehmen und Unterstützung im Wege von Darlehen, Bürgschaften, Garantien oder auf andere Weise für seine Tochterunternehmen, Zweigniederlassungen oder andere Unternehmen derselben Gruppe leisten. Die Gesellschaft kann Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten. Die Gesellschaft kann Darlehen aufnehmen und Schuldverschreibungen emittieren.

Generell kann die Gesellschaft alle kontrollierenden oder beaufsichtigenden Maßnahmen ergreifen, um jegliche finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen, handelsbezogenen oder industriellen Aktivitäten auszuführen, die sie für nützlich erachtet, um den Gesellschaftszweck zu erreichen und zu fördern.

Titel II.- Kapital, Aktien

Art. 5. Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt achthunderttausend Euro (EUR 800.000,-), eingeteilt in fünfundzwanzigttausend (25.000) Aktien mit einem Nennwert von zweiunddreißig Euro (EUR 32,-) je Aktie.

Das Aktienagio der Gesellschaft beträgt sieben Millionen zweihunderttausend Euro (EUR 7.200.000,-).

Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit und sofern er es für notwendig erachtet, Kapitalreserven aufstellen (zusätzlich zu den gesetzlich vorgeschriebenen Reserven), sowie aus der Gesellschaft zugeführtem Vermögen, welches aus der Ausgabe und dem Verkauf von Aktien resultiert, Überschüsse als Aktienagio bilden, wobei die Reserven oder Überschüsse vom Verwaltungsrat verwendet werden können, um sie entweder gegen realisierte oder nicht realisierte Kapitalverluste aufzurechnen oder als Auszahlung von Dividenden oder anderen Ausschüttungen zu verwenden.

Auf Anfrage der Aktionäre können die Aktien durch Aktienzertifikate repräsentiert werden, welche einzelne oder mehrere Aktien umfassen können.

Die Aktien sind Namensaktien.

Die Gesellschaft kann unter den vom Recht vorgeschriebenen Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Genehmigtes Kapital

Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von bis zu sieben Millionen Euro (EUR 70.000.000,-), eingeteilt in zwei Millionen einhundertsebenundachtzigtausendfünfhundert (2.187.500) Aktien mit einem Nennwert von zweiunddreißig Euro (EUR 32,-) je Aktie.

Der Verwaltungsrat ist befugt und ermächtigt, um:

- von Zeit zu Zeit das Gesellschaftskapital im Rahmen des genehmigten Kapitals insgesamt oder in Teilbeträgen durch die Ausgabe neuer Aktien mit oder ohne Agio zu erhöhen, wobei eine solche Erhöhung durch Bareinzahlung, Sacheinlage, Umwandlung von Ansprüchen der Aktionäre, oder, nach Zustimmung der Generalversammlung, durch Verwendung des Gewinns oder durch Kapitalreserven der Gesellschaft geleistet werden kann;

- den Ort und das Datum der Aktienemission oder der aufeinander folgenden Emissionen sowie deren Zeichnungs- und Zahlungsbedingungen für zusätzliche Aktien zu bestimmen; und

- Zeichnungsvorzugsrechte der Aktionäre hinsichtlich der neu emittierten Aktien zu unterdrücken oder einzuschränken.

Diese Befugnis ist gültig für eine Dauer von fünf Jahren beginnend mit dem Datum der Veröffentlichung dieser Gründungsurkunde und kann durch Entscheidung der Generalversammlung der Aktionäre hinsichtlich derjenigen Aktien des genehmigten Kapitals erneuert werden, die bis zu dieser Zeit nicht durch den Verwaltungsrat emittiert wurden.

Als Folge einer jeden rechtmäßigen und ordentlich notariell beurkundeten Kapitalerhöhung wird der erste Absatz dieses Artikels entsprechend angepasst. Eine solche Anpassung bedarf der notariellen Beurkundung, welche durch den Verwaltungsrat oder jede andere Person, welche dazu beauftragt ist, eingeleitet werden kann.

Titel III.- Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat, bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern, geleitet. Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch die Generalversammlung der Aktionäre für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt, wobei die Generalversammlung die Mitglieder jederzeit abberufen kann.

Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie ihre Entschädigung werden durch die Generalversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds gilt als unbesetzt wenn:

- es von seinem Posten unter schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft zurücktritt, oder
- es seinen Posten aufgrund rechtlicher Vorschriften niederlegen muss weil es ihm durch diese Vorschriften verboten ist oder er als unqualifiziert gilt, diesen Posten weiterhin auszuüben,
- es zahlungsunfähig wird oder generelle Absprachen oder einvernehmliche Regelungen mit seinen Gläubigern trifft, oder
- wenn es von seinem Posten durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre enthoben wird.

Sofern das Gesetz es zulässt, soll jedes aktive oder ehemalige Mitglied des Verwaltungsrates aus dem Vermögen der Gesellschaft für jeglichen Verlust oder jegliche Haftung entschädigt werden, welche ihm aufgrund der Ausübung seines Mandats als Mitglied entstanden sind.

Art. 7. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden trifft sich der Verwaltungsrat so oft wie es im Interesse der Gesellschaft notwendig ist. Der Verwaltungsrat muss zusammentreten, wenn zwei seiner Mitglieder es verlangen.

Alle Verwaltungsratssitzungen werden in Luxemburg abgehalten.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

In dringlichen Fällen können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Solche Beschlüsse haben dieselbe Wirksamkeit und Wirkung wie Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung, wenn alle Mitglieder des Verwaltungsrates sie unterzeichnet haben. Die Unterschriften der Mitglieder in einem Umlaufbeschluss können auf einem Dokument oder auf mehreren Kopien eines gleich lautenden Beschlusses erscheinen und können im Wege eines Briefes, Fax oder ähnlichen Kommunikationsmittels geleistet werden.

In einem solchen dringlichen Fall, können Mitglieder des Verwaltungsrates ebenfalls an Sitzungen des Verwaltungsrates durch Verwendung von Fernkommunikationsmitteln teilnehmen. Nimmt ein Mitglied an einer Verwaltungsratssitzung durch Verwendung eines Fernkommunikationsmittel (einschließlich eines Telefons) teil, so muss sichergestellt sein, dass alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder (die entweder anwesend sind oder sich ebenfalls eines Fernkommunikationsmittels bedienen) dieses Mitglied hören und selbst von diesem Mitglied gehört werden können. In einem solchen Fall gelten Mitglieder, die sich eines Fernkommunikationsmittels bedienen als an dieser Sitzung teilnehmende Mitglieder, die für die Zählung des Quorums maßgeblich sind und wirksam über alle auf einer solchen Sitzung erörterten Angelegenheiten abstimmen können.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, im Einklang mit den rechtlichen Vorschriften Zwischendividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird in jeder Hinsicht durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden, es sei denn, dass eine gesonderte Entscheidung getroffen wurde, durch welche die Zeichnungs- oder Vertretungsbefugnis nach Artikel 10 dieser Satzung durch Entscheidung des Verwaltungsrates an andere Personen delegiert wurde.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse zur Führung des Tagesgeschäfts an einen oder mehrere seiner Mitglieder, die geschäftsführenden Mitglieder, delegieren.

Der Verwaltungsrat kann weiterhin die Verwaltung aller Angelegenheiten der Gesellschaft oder der Angelegenheiten eines bestimmten Sachgebietes einem oder mehrerer seiner Mitglieder zuweisen und für bestimmte Angelegenheiten Sondervollmachten an andere Personen erteilen, die weder Verwaltungsratsmitglieder noch Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft in allen Rechtsstreitigkeiten im Namen der Gesellschaft durch seinen Vorsitzenden oder ein für diesen Zweck bevollmächtigtes Mitglied des Verwaltungsrates.

Titel IV.- Aufsicht

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt. Rechnungsprüfer werden durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt, welche auch die Anzahl der Rechnungsprüfer, ihre Entschädigung und die Dauer ihrer Bestellung, welche sechs Jahren nicht überschreiten darf, bestimmt.

Titel V.- Generalversammlung

Art. 13. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Mittwoch im Monat März um 14.00 Uhr in Luxemburg an dem in der Einladung benannten Ort und zum ersten Mal im Jahre 2008 statt.

Sollte ein solcher Tag ein gesetzlicher Feiertag sein, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Arbeitstag stattfinden.

Alle außerordentlichen Generalversammlungen finden ebenfalls in Luxemburg statt.

Titel VI.- Geschäftsjahr / Gewinnverwertung

Art. 14. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Oktober und endet am dreißigsten September eines jeden Jahres, mit der Ausnahme, dass das erste Geschäftsjahr, welches mit der Gründung der Gesellschaft beginnt, am 30. September 2007 endet.

Art. 15. Nach Abzug jeglicher Ausgaben der Gesellschaft und Amortisierungen, weist die Bilanz der Gesellschaft ihren Nettogewinn aus. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese zwangsweise Abführung endet sobald die gesetzliche Rücklage einen Wert von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht hat. Sollte die gesetzliche Rücklage unter diesen Wert sinken, muss die zwangsweise Abführung solange wieder aufgenommen werden, bis die gesetzliche Rücklage wieder vollständig aufgefüllt ist.

Über den verbleibenden Nettogewinn kann die Generalversammlung der Aktionäre frei verfügen.

Titel VII.- Auflösung und Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann jederzeit, durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung bestellt werden, durchgeführt. Die Generalversammlung bestimmt die Befugnisse und die Entschädigung des bzw. der Liquidatoren.

Titel VIII.- Allgemeine Vorschriften

Art. 17. Alle Angelegenheiten, die nicht in dieser Satzung geregelt werden, unterliegen den Vorschriften des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und den Änderungsgesetzen zu diesem Gesetz.

Zeichnung

Nachdem die oben erwähnte Satzung festgelegt wurde, erklären die erschienen Parteien, das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt zu zeichnen:

1. MCT BERLIN RESIDENTIAL S.C.A. vierundzwanzigtausendneunhundertneunundneunzig Aktien.	24.999
2. MCT LUXEMBOURG MANAGEMENT, S.à r.l., Eine Aktie.	1
Gesamt: Fünfundzwanzigtausend Aktien	25.000

Alle Aktien wurden durch Barzahlung vollständig bezahlt, so dass nunmehr die Summe von achthunderttausend Euro (EUR 800.000,-) zusammen mit der Summe für das Aktienagio in Höhe von sieben Millionen Zweihunderttausend Euro (EUR 7.200.000,-), also die Gesamtsumme von acht Millionen Euro (EUR 8.000.000,-) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was gegenüber dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10 August 1915, wie abgeändert, beachtet und erläutert wurden.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen und sonstigen Aufwendungen, welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung tragen muss belaufen sich auf ungefähr sechshunderttausend Euro.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die oben benannten Parteien, welche das gesamte gezeichnete Kapital der Gesellschaft repräsentieren und sich ordnungsgemäß zusammengefunden haben, beschließen, sofort im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft eine außerordentliche Generalversammlung abzuhalten.

Nach der Feststellung, dass sich die Generalversammlung ordnungsgemäß zusammengefunden hat, beschließt die Generalversammlung einstimmig folgendes:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 6, rue Dicks, L-1417 Luxemburg.
- 2) Als Mitglieder des Verwaltungsrates werden folgende Personen ernannt.
 - a) Frau Mireille Gehlen, geboren in Luxemburg am 18. August 1958, beruflich wohnhaft in 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg,
 - b) Herr Thierry Jacob, geboren in Thionville (Frankreich) am 7. Juli 1967, beruflich wohnhaft in 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg, und
 - c) Herr René Schmitter, geboren in Luxemburg am 23. Januar 1926, beruflich wohnhaft in 25, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg.
- 3) Als Rechnungsprüfer wird ernannt:
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg.
- 4) Das Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Rechnungsprüfers endet nach der ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre im Jahr 2012, es sei denn, sie treten vorher zurück oder werden abgewählt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache verstehen und sprechen kann, erklärt, dass die vorstehende Urkunde auf Verlangen der Parteien in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde. Die Parteien legen fest, dass im Falle von Unklarheiten zwischen beiden Versionen, die englische Version Vorrang hat.

Worüber Urkunde, welche am Datum wie eingangs erwähnt und in Luxemburg erstellt wurde.

Nachdem diese Urkunde den erschienenen Personen, welche Personen dem Notar durch Vorname, Name, Stand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, haben diese Personen zusammen mit dem Notar die Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: M. Peter, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 3 octobre 2006, vol. 438, fol. 33, case 8. – Reçu 80.000 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 10. Oktober 2006.

H. Hellinckx.

(113713.3/242/376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

F.L.C.B. AFFRETEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R. C. Luxembourg B 110.642.

Je soussigné, Stephan Moreaux, né à Bastogne, le 13 novembre 1961, domicilié à 6600 Bastogne, rue des Hêtres 141, nommé en qualité de commissaire aux comptes de la société anonyme F.L.C.B. AFFRETEMENT S.A. par l'Assemblée Générale du 12 septembre 2005,

déclare par le présent acte donner ma démission en tant que commissaire aux comptes de la société.

La fin de ce mandat prend effet avec la fin de la mission afférente à l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S. Moreaux.

Enregistré à Diekirch, le 5 octobre 2006, réf. DSO-BV00037. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): C. Ries.

(113352.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

WEST-OST HOLDING CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 47.891.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2006, réf. LSO-BU00599, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2006.

Signature

Mandataire

(113370.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

F.L.C.B. AFFRETEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R. C. Luxembourg B 110.642.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 1^{er} août 2006

Lors de cette réunion, le Conseil d'Administration a pris la résolution suivante:

Suite à la révocation du mandat d'administrateur de Monsieur Christophe Cortenraedt par l'Assemblée Générale extraordinaire tenue ce jour en l'étude du notaire Holtz à Wiltz, il est décidé de pourvoir à son remplacement aux postes de Président du Conseil d'Administration et d'Administrateur-délégué à la gestion technique.

Madame Julie Felix est donc nommée Présidente du Conseil d'Administration et Administrateur-délégué à la gestion technique à dater de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale de 2011. Madame Felix n'est donc plus administrateur-délégué à la gestion administrative à dater de ce jour.

Pour extrait conforme

FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A.

Signature

Enregistré à Diekirch, le 5 octobre 2006, réf. DSO-BV00038. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): C. Ries.

(113354.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

108020

ACTIANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 92.115.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Nicolaas Hendrikus Maria Schraag, né le 5 janvier 1948 à Hilversum, Pays-Bas, demeurant Dotterbeemd 5, NL-1261 TL Blaricum, Pays-Bas à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;
2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 septembre 2006.

ACTIANA, S.à r.l.

N.H.M. Schraag

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02701. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113353.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

ANGELBERG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 82.381.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Pieter Eduard de Graaf, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant Kosmos 64, NL-3225 VC Hellevoetshuis, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;
2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Le 26 septembre 2006.

ANGELBERG, S.à r.l.

P.E. de Graaf

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02700. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113356.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

AVANTIX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 90.853.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Pieter Eduard de Graaf, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant Kosmos 64, NL-3225 VC Hellevoetshuis, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant TVL MANAGEMENT S.A.;
2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 septembre 2006.

AVANTIX, S.à r.l.

P.E. de Graaf

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02698. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113358.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

TAYABOL HOLDING S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R. C. Luxembourg B 81.162.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 18 avril 2006 que:
- Monsieur David De Marco, Directeur, demeurant professionnellement à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, a démissionné de ses fonctions d'administrateur et a été remplacé par Monsieur Patrick Moinet, Licencié en Droit (UCL), né le 6 juin 1975 à Bastogne, demeurant professionnellement à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

- Monsieur Alain Lam, Réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider et Monsieur Olivier Liegeois, employé privé, demeurant professionnellement à L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider, ont été réélus administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

- CERTIFICA LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée ayant son siège social 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a été réélue Commissaire, son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2006, réf. LSO-BV04644. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113359.3//26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 HEUREKA II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R. C. Luxembourg B 120.507.

—
STATUTES

In the year two thousand and six, on the eleventh of October.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Appeared:

SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 SICAV, a company incorporated and organised under the laws of Luxembourg with its registered office is at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, represented by Mr Jean-Claude Michels, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal on October 11, 2006.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxy holder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*).

Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. Hereby is formed under the name of SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 HEUREKA II, S.à r.l., a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the «Articles»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The board of managers is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its unitholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate Objectives. The Company's object is to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

The Company may further use its funds for the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as for any other operations relating to real estate. In particular, the Company may have direct or indirect shareholdings in companies and participations in limited partnerships or other legal entities in whatever form and based in Luxembourg or abroad, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate, including real estate located abroad.

The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect unitholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the «Connected Companies» and each as a «Connected Company»).

For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise;

- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any directors or officers of the Company, or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg Law; it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II.- Capital, Units

Art. 5. Corporate Capital. The unit capital is fixed at thirty-five thousand Euro (EUR 35,000.-), represented by three hundred fifty (350) units of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

Art. 6. Capital Amendment. The capital may be changed at any time by a decision of the single unitholder (where there is only one unitholder) or by a decision of the unitholders' meeting, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 7. Distribution Right of Units. Each unit entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of units in existence.

Art. 8. Units Indivisibility. Towards the Company, the Company's units are indivisible, since only one owner is admitted per unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Units. In case of a single unitholder, the Company's units held by the single unitholder are freely transferable.

In the case of plurality of unitholders, the units held by each unitholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Each unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of units without the prior consent of the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital.

Chapter III.- Management

Art. 10. Management. A board of managers composed of at least three members manages the Company. The managers need not to be unitholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of unitholders holding a majority of votes.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telegram or telefax or e-mail or letter another manager as his proxy.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the board of managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

Art. 11. Powers of the manager. In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of unitholders fall within the competence of the board of managers. The board of managers, may, in particular, enter into investment advisory agreements and administration agreements such as e.g. real estate agent or property management agreements.

Art. 12. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of any member of the board of managers.

Art. 13. Sub-Delegation and Agent of the manager. Any members of the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

Any members of the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 14. Remuneration of the manager. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 15. Liabilities of the Manager. The members of the board of managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Chapter IV.- General meeting of unitholders

Art. 16. Powers of the General Meeting of Unitholder(s). The single unitholder assumes all powers conferred to the general unitholders' meeting.

In case of a plurality of unitholders, each unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of units, which he owns. Each unitholder has voting rights commensurate with his unitholding.

A unitholder may act at any general meeting of unitholders by appointing (or, if the unitholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a unitholder himself.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by unitholders owning more than half of the unit capital. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital, subject to the provisions of the Law.

Chapter V.- Business year - Balance sheet

Art. 17. Business Year. The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each unitholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Allocation and Distribution of the Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's unit capital.

The balance of the net profit may be distributed to the unitholder(s) in proportion to his/their unitholding in the Company.

Chapter VI.- Dissolution - Liquidation

Art. 19. Causes of Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single unitholder or of one of the unitholders.

Art. 20. Liquidation. At the time of winding-up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, unitholders or not, appointed by the unitholders who shall determine their powers and remuneration.

A sole unitholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII.- Applicable law

Art. 21. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on 31st December 2006.

Subscription - Payment

All the three hundred fifty (350) units representing the entire capital have been entirely subscribed by SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 SICAV, prenamed, and fully paid up in cash, therefore the amount of thirty-five thousand Euro (EUR 35,000.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about two thousand five hundred Euro.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

- 1) Are appointed as managers for an undetermined period:
 - a. Mr Wolfgang A. Baertz, Senior Consultant, L-8123 Bridel, Luxembourg;
 - b. Mr Detlef Niezgodka, Senior Consultant Sireo, D-50259 Pulheim, Germany;
 - c. Dr. Bernd Wieberneit, Executive Director, Sireo Real Estate, GmbH, D-63150 Heusenstamm, Germany;
 - d. Dr. Hilmar Friedrich-Rust, Senior Consultant Sireo, D-61476 Kronberg, Germany;
 - e. Mr Jost-Albrecht Nies, c/o Sim Sireo Investment Management, S.à r.l., L-1246 Luxembourg;
 - f. Dr. Rolf Sutter, Senior Consultant, Laan van Ypenhof 164, NL-3062 ZN Rotterdam, The Netherlands.

In accordance with article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of any member of the board of managers.

- 2) The Company shall have its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

3) DELOITTE S.A., société anonyme, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg is appointed as auditor of the Company for an undetermined period of time.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le onze octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 SICAV, une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg,

représentée par Monsieur Jean-Claude Michels, avocat, résidant au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 11 octobre 2006.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre 1^{er}. - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Par la présente, il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 HEUREKA II, S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la Ville du siège statutaire.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant de la même manière que pour une modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie entre autres de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

La Société peut également utiliser ses fonds en vue de l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes autres opérations ayant trait à l'immobilier. En particulier, la Société peut détenir directement ou indirectement des actions dans des sociétés et des participations dans des sociétés à responsabilité limitée (limited partnership) ou toutes autres entités juridiques quelle que soit leur forme et basés soit Luxembourg ou à l'étranger ayant pour objet principal l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers, y compris de biens immobiliers situés à l'étranger.

La Société pourra également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la So-

ciété, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les «Sociétés Apparentées» et chacune une «Société Apparentée»);

Pour cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II.- Capital, Parts

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à trente-cinq mille euros (EUR 35.000,-), représenté par trois cent cinquante (350) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Art. 6. Modification du Capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il y a un seul associé) ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 16 des présents Statuts.

Art. 7. Droit de Distribution des Parts. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 8. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Chaque associé s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les parts qu'il détient sans le consentement préalable de la majorité des associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société.

Chapitre III.- Gérance

Art. 10. Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins trois membres. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du conseil de gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

Des résolutions du conseil de gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les membres du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil de gérance physiquement tenue.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail, télégramme ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Art. 11. Pouvoirs du Gérant. Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut, en particulier, conclure des contrats de conseil en investissement et des contrats d'administration, par exemple des real estate agent's agreements et des property management agreements.

Art. 12. Représentation de la Société. La Société est valablement engagée par la seule signature d'un des membres du conseil de gérance.

Art. 13. Sub-délégation et Agent du Gérant. Tout membre du conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout membre du conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 14. Rémunération du Gérant. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 15. Responsabilités du Gérant. Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Chapitre IV.- Assemblée générale des associés

Art. 16. Pouvoirs de l'Assemblée Générale de l'Associé (des Associés). L'associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui.

Un associé est autorisé à se faire représenter à toute assemblée des associés par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé lui-même, pour autant que ce dernier ait été nommé à cet égard par une procuration écrite, par fax, câble, télégramme ou par e-mail.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Chapitre V.- Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. Exercice Social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 18. Réserve Légale et Distribution du Bénéfice. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Chapitre VI.- Dissolution - Liquidation

Art. 19. Causes de Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son associé unique ou de l'un des associés.

Art. 20. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation, en prenant personnellement en charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Chapitre VII.- Loi applicable

Art. 21. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

Souscription - Libération

Les trois cent cinquante (350) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par SIREO IMMOBILIENFONDS NO. 5 SICAV, prénommée, et intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente-cinq mille euros (EUR 35.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ deux mille cinq cents euros.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

- Monsieur Wolfgang A. Baertz, Senior Consultant, L-8123 Bridel, Luxembourg;
- Monsieur Detlef Niezgodka, Senior Consultant Sireo, D-50259 Pulheim, Allemagne;
- Dr. Bernd Wieberneit, Executive Director, SIREO REAL ESTATE, GmbH, D-63150 Heusenstamm, Allemagne;
- Dr. Hilmar Friedrich-Rust, Senior Consultant Sireo, D-61476 Kronberg, Allemagne;
- Monsieur Jost-Albrecht Nies, c/o SIM SIREO INVESTMENT MANAGEMENT, S.à r.l., L-1246 Luxembourg;
- Dr. Rolf Sutter, Senior Consultant, Laan van Ypenhof 164, NL-3062 ZN Rotterdam, Pays-Bas.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société se trouvera engagée par la seule signature d'un des membres du conseil de gérance.

2) Le siège social de la Société est établi au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

3) DELOITTE S.A., société anonyme, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg est désignée comme étant réviseur d'entreprises de la Société pour une période illimitée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-C. Michels, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 16 octobre 2006, vol. 907, fol. 51, case 11. – Reçu 350 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 octobre 2006.

J.-J. Wagner.

(113557.3/239/357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

EIFELFORT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 92.743.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Pieter Eduard de Graaf, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant Kosmos 64, NL-3225 VC Hellevoetshuis, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant TVL MANAGEMENT S.A.;

2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Le 26 septembre 2006.

EIFELFORT, S.à r.l.

P.E. de Graaf

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02696. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113360.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

INTERVALLUM ENGINEERING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 92.072.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur René Lambert Joldersma, né le 26 août 1967 à Schonebeek, Pays-Bas, demeurant Odoornerstraat 27, NL-9536 TA Ees, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant TVL MANAGEMENT S.A.;

2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 septembre 2006.

INTERVALLUM ENGINEERING, S.à r.l.

R.L. Joldersma

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02685. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113365.3//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

108028

LUXFINGEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R. C. Luxembourg B 75.610.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 octobre 2006 que:

- Messieurs Alain Lam et Kamal Akaoui ont été réélus administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010.
 - Monsieur Patrick Moinet, licencié en droit, de nationalité belge, né à Bastogne (Belgique) le 6 juin 1975, demeurant professionnellement 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, a été élu administrateur pour la même période.
 - Le mandat de Monsieur Bruno Beernaerts n'a pas été renouvelé.
 - Monsieur Kamal Akoui a été réélu administrateur-délégué pour la même période.
 - Est réélue commissaire pour la même période la société FALCO ANSTALT, Vaduz (Liechtenstein).
- Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2006.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2006, réf. LSO-BV04642. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113361.3//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

FOXTRON, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R. C. Luxembourg B 81.847.

—
La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 août 2006:

1. - a été nommé gérant unique Monsieur Pieter Eduard de Graaf, né le 13 octobre 1939 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant Kosmos 64, NL-3225 VC Hellevoetshuis, Pays-Bas, à effet du 1^{er} septembre 2006, en remplaçant Monsieur Jan H. van Leuvenheim;
2. - le siège social et les bureaux ont été déplacés vers la nouvelle adresse 60, Grand-rue, Niveau Cinq, L-1660 Luxembourg à effet du 5 septembre 2006.

Le 26 septembre 2006.

FOXTRON, S.à r.l.

P.E. de Graaf

Gérant unique

Enregistré à Luxembourg, le 12 octobre 2006, réf. LSO-BV02693. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113362.3//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

ELSTER HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.
R. C. Luxembourg B 108.466.

—
Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 9 octobre 2006 que:

- La société PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65477, a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes avec effet immédiat;
- La société KPMG AUDIT, S.à r.l., ayant son siège social au 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 103.590, est nommée en tant que nouveau commissaire aux comptes en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire, avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 octobre 2006.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2006, réf. LSO-BV05085. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113482.3//22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

LANDMARK CITYGREEN INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 207.500,-.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 85-91, rue de Thionville.

R. C. Luxembourg B 115.934.

—
EXTRAIT

Il résulte de la résolution de l'associé unique en date du 29 septembre 2006 que:

- Monsieur Arnar Gudmundsson, directeur, né à Reykjavik (Islande) le 16 août 1971, demeurant 16, rue de l'Horizon à L-5960 Itzig, a été élu gérant pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2006, réf. LSO-BV05050. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113363.3//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

C.T.P., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur.

R. C. Luxembourg B 119.165.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège le 18 septembre 2006

Il résulte de la liste de présence que les quatre associés:

Monsieur Gilles Andre, indépendant, né le 25 février 1965 et demeurant à D-54340 Leiw Gerbergasse;

Madame Sandra Andre née Stoffels, épouse de Monsieur Gilles Andre, sans particulier, née le 23 octobre 1969 et demeurant à D-54340 Leiwien, 2 Gerbergasse;

Monsieur Victor Mendes, indépendant, né le 4 novembre 1975 et demeurant à L-3520 Dudelange, 63, rue St Martin;

Madame Sandra Isabel Marques Patrao, épouse de Monsieur Victor Mendes, sans état particulier, née le 27 octobre 1974 et demeurant à L-3520 Dudelange, 63, rue St Martin.

Sont présents et représentants l'intégralité du capital social, agissant en lieu et place de l'assemblée extraordinaire ont pris la décision suivante:

Madame Sandra Andre cède et transporte avec toutes les garanties de droit et de fait au cessionnaire qui accepte la pleine propriété les (3) parts sociales d'une valeur nominale de (124,00) euros chacune de la société C.T.P., S.à r.l., avec siège social à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur, société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Tom Metzler de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 8 septembre 2006 à Monsieur del Ciotto Erico, né le 2 juin 1966 et demeurant à F-57000 Knutange, 202, rue Victor Rimmel.

Madame Sandra Isabel Marques Patrao cède et transporte avec toutes les garanties de droit et de fait au cessionnaire qui accepte la pleine propriété les (5) parts sociales d'une valeur nominale de (124,00) euros chacune de la société C.T.P., S.à r.l., avec siège social à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur, société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Tom Metzler de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 8 septembre 2006 à Monsieur del Ciotto Erico, né le 2 juin 1966 et demeurant à F-57000 Knutange, 202, rue Victor Rimmel;

Monsieur Gilles Andre cède et transporte avec toutes les garanties de droit et de fait au cessionnaire qui accepte la pleine propriété les (14) parts sociales d'une valeur nominale de (124,00) euros chacune de la société C.T.P., S.à r.l., avec siège social à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur, société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Tom Metzler de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 8 septembre 2006 à Monsieur Del Ciotto Erico, né le 2 juin 1966 et demeurant à F-57000 Knutange, 202, rue Victor Rimmel;

Monsieur Victor Mendes cède et transporte avec toutes les garanties de droit et de fait au cessionnaire qui accepte la pleine propriété les (11) parts sociales d'une valeur nominale de (124,00) euros chacune de la société C.T.P., S.à r.l., avec siège social à L-4040 Esch-sur-Alzette, 34, rue Xavier Brasseur, société constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Tom Metzler de résidence à Luxembourg-Bonnevoie en date du 8 septembre 2006 à Monsieur Del Ciotto Erico, né le 2 juin 1966 et demeurant à F-57000 Knutange, 202, rue Victor Rimmel.

Les cédants certifient que les parts sociales cédées sont entièrement libérées et qu'aucune disposition statutaire ou autre ne peut faire obstacle à la présente cession.

Le cessionnaire jouira et disposera des parts sociales faisant l'objet de la présente cession à compter de ce jour.

Les présentes cessions sont faites moyennant l'euro symbolique que le cessionnaire a payé à l'instant au cédant, ce dont quittance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait en deux exemplaires à Esch-sur-Alzette.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2006, réf. LSO-BU06457. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(113404.3//45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

WEST-OST HOLDING CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 47.891.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 5 septembre 2006, réf. LSO-BU00600, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2006.

Signature

Mandataire

(113373.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

EUROPROVINCIAL PROPERTIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 119.326.

In the year two thousand and six, on the tenth of October.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, acting in replacement of her colleague Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present minute.

There appeared:

CANDERWAY LIMITED, a limited company with registered offices at Trident Trust, Trident Chambers, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered with the Register of Corporate Affairs of the BVI under the number 1022104,

here represented by Mr Christophe Gammal, economist, residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given in Guernsey, on October 9, 2006.

Said proxy after signature ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, through its representative, has requested the notary to state that:

- The appearing party is the only shareholder of the private limited liability company («société à responsabilité limitée») existing under the name of EUROPROVINCIAL PROPERTIES, S.à r.l., R. C. B Number 119.326, with registered office in Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître André Schwachtgen dated August 24, 2006, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- The company's capital is set at thirty thousand (30,000.-) Euro (EUR), represented by one thousand two hundred (1.200) shares with a par value of twenty-five (25.-) Euro (EUR) each, all entirely subscribed and fully paid in.

- The agenda is worded as follows:

1) Increase of the corporate capital of the company by EUR 100,000.- to bring it from its present amount of EUR 30,000.- to EUR 130,000.- by the creation and issue of 4,000 new shares with a par value of EUR 25.- each.

2) Subscription of the new shares and payment in cash.

3) Subsequent amendment of the 1st paragraph of Article 6 of the Articles of Incorporation.

The sole shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The corporate capital of the company is increased by one hundred thousand (100,000.-) Euro to bring it from its present amount of thirty thousand (30,000.-) Euro to one hundred and thirty thousand (130,000.-) Euro by the creation and issue of four thousand (4,000) new shares with a par value of twenty-five (25.-) Euro each.

The increase of capital has been fully paid up in cash by CANDERWAY LIMITED, prenamed.

It has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it that the amount of one hundred thousand (100,000.-) Euro is as of now available to the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, first paragraph of the Articles of Incorporation is amended and shall henceforth have the following wording:

«**Art. 6, first paragraph.** The company's capital is set at one hundred and thirty thousand (130,000.-) Euro (EUR), represented by five thousand two hundred (5,200) shares with a par value of twenty-five (25.-) Euro (EUR) each, all entirely subscribed and fully paid in.»

In faith of which We, the undersigned notary, set our hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergencies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the mandatory of the person appearing, said mandatory signed with us the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix octobre.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire résident à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

CANDERWAY LIMITED, une société avec siège social à Trident Trust, Trident Chambers, Wickhams Cay, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et enregistrée au «Register of Corporate Affairs of the BVI» sous le numéro 1022104,

ici représentée par Monsieur Christophe Gammal, économiste, demeurant à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Guernesey, le 9 octobre 2006.

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de EURO-PROVINCIAL PROPERTIES, S.à r.l., R.C. B numéro 119.326, ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte de Maître André Schwachtgen en date du 24 août 2006, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Le capital social de cette société est de trente mille (30.000,-) euros (EUR), représenté par mille deux cents (1.200) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros (EUR) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 100.000,- pour le porter de son montant actuel de EUR 30.000,- à EUR 130.000,- par la création et l'émission de 4.000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- chacune.

2) Souscription des nouvelles parts sociales et libération en espèces.

3) Modification subséquente du premier alinéa de l'article 6 des statuts.

L'associé unique a abordé l'ordre du jour et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le capital social de la société est augmenté à concurrence de cent mille (100.000,-) euros pour le porter de son montant actuel de trente mille (30.000,-) euros à cent trente mille (130.000,-) euros par la création et l'émission de quatre mille (4.000) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros chacune.

L'augmentation de capital a été entièrement libérée en espèces par CANDERWAY LIMITED, préqualifiée.

Il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément que le montant de cent mille (100.000,-) euros est dès à présent à la libre disposition de la société.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 6, premier alinéa des statuts est modifié et aura la teneur suivante:

«**Art. 6, alinéa premier.** Le capital social est fixé à cent trente mille (130.000,-) euros (EUR), représenté par cinq mille deux cents (5.200) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros (EUR) chacune.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: C. Gammal, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2006, vol. 29CS, fol. 91, case 4. – Reçu 1.000 euros.

Le Receveur ff. (signé): Tholl.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2006.

A. Schwachtgen.

(113598.3/230/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

EUROPROVINCIAL PROPERTIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 119.326.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 1472 du 10 octobre 2006, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(113600.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

EUROPARC DREILINDEN J7 S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 120.727.

 —
STATUTES

In the year two thousand six, on the eighteenth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared:

1.- EUROPARC HOLDING S.A., a «société anonyme» incorporated and existing under Luxembourg law, as by deed of the undersigned notary, enacted on this same day, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

here represented by:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in abbreviation INTERCONSULT, a «société anonyme» governed by Luxembourg law, established and having its registered office in 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, duly represented by:

a) Mr Alexis Kamarowsky, company director, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Mr Ole Sørensen, employee, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

both acting in their capacity as duly authorized signatories of said company and validly authorized to engage the company by their joint signature,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 29 September 2006;

2.- AMESCROSS LIMITED, a «Limited company» incorporated and existing under the laws of England, established and having its registered office at 31 Corsham Street, London, N1 6DR with registration no. 05758936,

here represented by:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., prementioned and again represented by the same pre-named signatories with said capacities,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 29 September 2006.

Said proxies, after being signed ne varietur, by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is formed hereafter, a joint stock company (société anonyme) under the name EUROPARC DREILINDEN J7 S.A.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The company's main purpose is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprises in any form whatsoever, as well as to the administration, management, control and development of those participations.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) divided into thirty-one (31) shares with a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) per share

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the company. However, in case the company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 7. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 8. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 9. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 10. According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 11. Towards third parties, the company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 12. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 13. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 14. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Wednesday in the month of June of each year at 10.30 a.m..

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 15. Any regularly constituted meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company. In case the company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the company's share capital.

One or more shareholders who together hold at least ten percent (10%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

Art. 16. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 17. The business year begins on first day of January and ends on thirty-first day of December the same year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 18. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers.

General dispositions

Art. 20. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31 December 2006.

The first annual general meeting shall be held in 2007.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The thirty-one (31) shares have been subscribed to as follows:

1.- EUROPARC HOLDING S.A. prenamed, thirty shares	30
2.- AMESCROSS LIMITED, prenamed, one share	<u>1</u>
Total: thirty-one shares	31

The subscribed shares have been entirely paid up in cash so that the company has now at its free disposal the amount of thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) as was certified to the undersigned who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

108035

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at thousand eight hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of 2011:

- 1.- The company BLISWORTH MANAGEMENT S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 108 626);
- 2.- The company O.B.B. REALINVEST (EUROPE) S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 106 911);
- 3.- The company ROADE ONE MANAGEMENT S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 108 627).

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1).

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of 2011:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in abbreviation INTERCONSULT, a «société anonyme» governed by Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, number 40312).

Third resolution

The company's registered office is located at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in the English language, followed by a translation into French, the English version being prevailing in case of divergences between the English and the French text.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix-huit octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1.- EUROPARC HOLDING S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, par acte dressé par le notaire soussigné, en date de ce même jour, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

ici représentée par:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

représentée aux fins des présentes par:

a) Monsieur Alexis Kamarowsky, directeur de société, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Monsieur Ole Sørensen, employé, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg; les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2006;

2.- AMESCROSS LIMITED, une société constituée et existant sous le droit anglais, établie et ayant son siège social au 31 Corsham Street, London, N1 6DR enregistrée sous le numéro 05758936,

ici représentée par:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., prédésignée, et de même représentée aux fins des présentes par les mêmes signataires agissant en leurs mêmes capacités,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2006.

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées en même temps avec lui.

Lesquelles parties comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination EUROPARC DREILINDEN J7 S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet principal de la société est la réalisation de toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. Le conseil d'administration est composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment

de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 11. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de juin de chaque année à 10.30 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 15. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième (1/10^{ième}) au moins du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Art. 16. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au (x) commissaire (s).

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2006.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2007.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les trente et une (31) actions ont été souscrites comme suit:

1.- EUROPARC HOLDING S.A. prénommée, trente actions	30
2.- AMESCROSS LIMITED prénommée, une action	<u>1</u>
Total: trente et une actions	31

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à mille huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les personnes comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011:

1.- BLISWORTH MANAGEMENT S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 108 626);

2.- O.B.B. REALINVEST (EUROPE) S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 106 911);

3.- ROADE ONE MANAGEMENT S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 108 627).

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à un (1).

Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, numéro 40312).

Troisième résolution

Le siège social de la société est établi au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur la demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant sur la demande des mêmes personnes comparantes faire foi en cas de divergences avec la version française.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux personnes comparantes, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Kamarowsky, O. Sørensen, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 octobre 2006, vol. 907, fol. 61, case 7. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 octobre 2006.

J.-J. Wagner.

(116711.3/239/443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2006.

EUROP GENERAL SERVICES S.A.H., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 30.869.

Le contrat de domiciliation conclu en date du 2 août 2005 entre le domiciliataire et la société EUROP GENERAL SERVICES S.A.H. est dénoncé par le domiciliataire en date du 19 octobre 2006 et ce, avec effet immédiat et sous toutes réserves.

Fait à Luxembourg, le 19 octobre 2006.

M^e C. Scott

Le domiciliataire

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2006, réf. LSO-BV05663. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(113374.2//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

SPENCER DAVIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2160 Luxembourg, 2-4, rue Münster.

R. C. Luxembourg B 26.071.

*Extrait de résolutions de l'Assemblée générale ordinaire du 9 juin 2006**Conseil d'administration:*

Monsieur Miyamae Hajime, administrateur-délégué;

Monsieur Weisgerber Francis;

Monsieur Bruck Christian.

Commissaire aux comptes:

SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION, S.à r.l.

Deuxième résolution

Renouvellement du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Miyamae Hajime, administrateur de sociétés, demeurant au 2160-Luxembourg 2-4, rue Münster administrateur-délégué,

b) Monsieur Weisgerber Francis, indépendant, demeurant au 2670-Luxembourg 21, boulevard de Verdun,

c) Madame Dichter Andrée, employée privée, épouse de Monsieur Francis Weisgerber, demeurant à 2670-Luxembourg 21, boulevard de Verdun.

Les administrateurs sont nommés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Est appelé aux fonctions de commissaire:

La société à responsabilité limitée SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REVISION, S.à r.l., avec siège social au L-1220 Luxembourg, 246, rue de Beggen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 26.096.

Le commissaire aux comptes est élu jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 9 juin 2006.

M. H. Miyamae

Administrateur-délégué

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2006, réf. LSO-BT00446. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113414.3//33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

EUROPARC KERPEN B1-B2 S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg B 120.730.

—
STATUTES

In the year two thousand six, on the eighteenth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand-Duchy of Luxembourg),

There appeared:

1.- EUROPARC HOLDING S.A., a «société anonyme» incorporated and existing under Luxembourg law, as by deed of the undersigned notary, enacted on this same day, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix L-1371 Luxembourg,

here represented by:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in abbreviation INTERCONSULT, a «société anonyme» governed by Luxembourg law, established and having its registered office in 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, duly represented by:

a) Mr Alexis Kamarowsky, company director, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Mr Ole Sørensen, employee, residing professionally at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

both acting in their capacity as duly authorized signatories of said company and validly authorized to engage the company by their joint signature,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 29 September 2006;

2.- AMESCROSS LIMITED, a «Limited company» incorporated and existing under the laws of England, established and having its registered office at 31 Corsham street, London, N1 6DR with registration no. 05758936,

here represented by:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., prementioned and again represented by the same pre-named signatories with said capacities,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 29 September 2006.

Said proxies, after being signed ne varietur, by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves:

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There is formed hereafter, a joint stock company (société anonyme) under the name EUROPARC KERPEN B1-B2 S.A.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The company's main purpose is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprises in any form whatsoever, as well as to the administration, management, control and development of those participations.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public. It may also conduct all real estate transactions, such as buying, selling, renting, development and management of real estate.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) divided into thirty-one (31) shares with a par value of one thousand euro (1,000.- EUR) per share

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the company. However, in case the company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 7. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 8. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 9. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interests. All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

Art. 10. According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 11. Towards third parties, the company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the company will be bound by the signature of the sole director.

Art. 12. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 13. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 14. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Wednesday in the month of June of each year at noon.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 15. Any regularly constituted meeting of shareholders of the company shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company. In case the company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the company's share capital.

One or more shareholders who together hold at least ten percent (10%) of the subscribed share capital may require that one or more additional items be put on the agenda of any general meeting.

Art. 16. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 17. The business year begins on first day of January and ends on thirty-first day of December the same year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 18. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers.

General dispositions

Art. 20. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31 December 2006.

The first annual general meeting shall be held in 2007.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

Subscription and payment

The thirty-one (31) shares have been subscribed to as follows:

1.- EUROPARC HOLDING S.A. prenamed, thirty shares	30
2.- AMESCROSS LIMITED, prenamed, one share	<u>1</u>
Total: thirty-one shares	31

The subscribed shares have been entirely paid up in cash so that the company has now at its free disposal the amount of thirty-one thousand euro (31,000.- EUR) as was certified to the undersigned who expressly states this.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

108043

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at thousand eight hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at three (3).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of 2011:

- 1.- The company BLISWORTH MANAGEMENT S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 108 626);
- 2.- The company O.B.B. REALINVEST (EUROPE) S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 106 911);
- 3.- The company ROADE ONE MANAGEMENT S.A., a company existing under Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 108 627).

Second resolution

The number of statutory auditors is fixed at one (1).

The following has been appointed as statutory auditor, his mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the accounts as of 2011:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., in abbreviation INTERCONSULT, a «société anonyme» governed by Luxembourg law, established and having its registered office at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, number 40312).

Third resolution

The company's registered office is located at 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

The undersigned notary who has personal knowledge of the English language, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in the English language, followed by a translation into French, the English version being prevailing in case of divergences between the English and the French text.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le dix-huitième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

1.- EUROPARC HOLDING S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, par acte dressé par le notaire soussigné, en date de ce même jour, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg,

ici représentée par:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

représentée aux fins des présentes par:

a) Monsieur Alexis Kamarowsky, directeur de société, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg;

b) Monsieur Ole Sørensen, employé, demeurant professionnellement au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg; les deux agissant en leurs qualités de signataires autorisés de ladite société et habilités à l'engager valablement par leur signature conjointe,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2006;

2.- AMESCROSS LIMITED, une société constituée et existant sous le droit anglais, établie et ayant son siège social au 31 Corsham street, London, N1 6DR enregistrée sous le numéro 05758936,

ici représentée par:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., prédésignée, et de même représentée aux fins des présentes par les mêmes signataires agissant en leurs mêmes capacités,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 29 septembre 2006.

Les prédites procurations, après avoir été signées ne varietur par les personnes comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées en même temps avec lui.

Lesquelles parties comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination EUROPARC KERPEN B1-B2 S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet principal de la société est la réalisation de toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public. Elle pourra également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, la location, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en trente et une (31) actions d'une valeur nominale de mille euros (1.000,- EUR) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. Le conseil d'administration est composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 7. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment

de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopieur un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 8. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 9. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Art. 10. La gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 11. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 13. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mercredi du mois de juin de chaque année à midi.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 15. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société. Lorsque la société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième (1/10^{ième}) au moins du capital social.

Un ou plusieurs actionnaires disposant ensemble de dix pour cent (10%) au moins du capital souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs nouveaux points à l'ordre du jour de toute assemblée générale.

Art. 16. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au (x) commissaire (s).

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2006.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2007.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire suivant immédiatement la constitution de la société.

Souscription et paiement

Les trente et une (31) actions ont été souscrites comme suit:

1.- EUROPARC HOLDING S.A. prénommée, trente actions	30
2.- AMESCROSS LIMITED, prénommée, une action.	<u>1</u>
Total: trente et une actions	31

Les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à mille huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les personnes comparantes, ès-qualités qu'elles agissent, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011:

1.- BLISWORTH MANAGEMENT S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 108 626);

2.- O.B.B. REALINVEST (EUROPE) S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 106 911);

3.- ROADE ONE MANAGEMENT S.A., une société anonyme, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 108 627).

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à un (1).

Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2011:

LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B, numéro 40312).

Troisième résolution

Le siège social de la société est établi au 7, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur la demande des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version en langue française, la version anglaise devant sur la demande des mêmes personnes comparantes faire foi en cas de divergences avec la version française.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux personnes comparantes, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. Kamarowsky, O. Sørensen, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 octobre 2006, vol. 907, fol. 61, case 10. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 octobre 2006.

J.-J. Wagner.

(116717.3/239/443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2006.

BRONDI FINANZIARIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 49.927.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2006, réf. LSO-BV03111, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2006.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(113376.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

LBREM LUXCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R. C. Luxembourg B 118.733.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique prises en date du 6 septembre 2006 que:

- M. Jérôme Truzzolino, né le 10 février 1964 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant à Willa Way, Massapequa, New York 11758 (Etats-Unis d'Amérique), a démissionné de ses fonctions de Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 6 septembre 2006.

- M. Robert Shaw, né le 5 octobre 1966 à New York (Etats-Unis d'Amérique), avec adresse professionnelle au 399 Park Avenue, NY 10022 New York (Etats-Unis d'Amérique) a été nommé Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 6 septembre 2006.

Depuis le 6 septembre 2006, le Conseil de Gérance est composé comme suit:

Gérants de Catégorie A:

- M. Rodolpho Amboss, né le 10 mai 1963 à Cachoeiro de Itapemirim E.S. (Brésil), avec adresse professionnelle au 399 Park Avenue, 8^e étage, NY 10022 New York (Etats-Unis d'Amérique).

- M. Robert Shaw, né le 5 octobre 1966 à New York (Etats-Unis d'Amérique), avec adresse professionnelle au 399 Park Avenue, NY 10022 New York (Etats-Unis d'Amérique).

Gérants de Catégorie B:

- M. John McCarthy, né le 6 septembre 1961 à New York (Etats-Unis d'Amérique), demeurant au 120 Regents Park Road, NW1 8XL Londres (Royaume-Uni).

- M. Benoît Jean J. Bauduin, né le 31 mars 1976 à Messancy (Belgique), avec adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 17 octobre 2006.

Pour extrait conforme

ATOZ

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 octobre 2006, réf. LSO-BV04935. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113584.3//33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2006.

108048

UBS (LUX) EQUITY SICAV, Société à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R. C. Luxembourg B 56.386.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 20 septembre 2006

Sont réélus au Conseil d'Administration:

- M. Aloyse Hemmen pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2007, 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
- M. Gilbert Schintgen pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2008, 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg,
- M. Gerhard Fusenig pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2009,
- M. Dirk Spiegel pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2010, Stauffacherstrasse 41, CH-8098 Zurich,
- M. Andreas Jacobs pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2011.

Est élu au Conseil d'Administration:

- M. Dirk Spiegel.

Mandat non renouvelé:

- M. Mario Cueni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2006.

Pour UBS (LUX) EQUITY SICAV

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

O. Schütz / A. Giel

Associate Director / Associate Director

Enregistré à Luxembourg, le 18 octobre 2006, réf. LSO-BV04858. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(113381.5//28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.

CAFFE VALENTINO CENTRO EUROPA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5733 Weiler-la-Tour, Zone Industrielle Schlammestee.
R. C. Luxembourg B 72.921.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 avril 2006

Les associés de la société à responsabilité limitée CAFFE VALENTINO CENTRO EUROPA, S.à r.l., réunis au siège social, en date du 18 avril 2006, ont décidé, à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

- La démission de Monsieur Jean-Paul Rommes, employé privé, demeurant à L-8217 Mamer, 16, op Bierg, de son mandat de gérant de la société est acceptée avec effet rétroactif au 31 décembre 2002.
- La société est engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle du gérant.

Weiler-la-Tour, le 18 avril 2006.

Pour extrait conforme

E. Montefrancesco / M. Renna / A. Bortone / V. CAFFE, S.r.l. / BRASSERIE-RESTAURANT AVENUE, S.à r.l.

Les associés

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2006, réf. LSO-BV00472. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(113380.3//18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2006.
